

LOI N° 4845 DU 19 NOVEMBRE 1965(*)

Interdisant l'exportation d'oeuvres artistiques et artisanales
produites dans le pays jusqu'à la fin de la période monarchique

Le Congrès national a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi suivante :

Article premier. Il est interdit de faire sortir du pays toute oeuvre d'art ou d'artisanat traditionnel produite au Brésil jusqu'à la fin de la période monarchique, qu'il s'agisse de peintures, dessins, sculptures, gravures et éléments architecturaux ou d'ouvrages de sculpture en bois, statues, ouvrages d'orfèvrerie, meubles et autres objets artistiques ou artisanaux.

Article 2. Il est également interdit d'exporter des oeuvres de même nature originaires du Portugal et intégrées au patrimoine national sous les régimes colonial et impérial.

Article 3. Il est en outre interdit d'exporter des peintures, sculptures et oeuvres d'art graphique qui, bien que produites à l'étranger durant la période mentionnée aux articles précédents, représentent des personnalités brésiliennes ou liées à l'histoire du Brésil, ou des paysages et coutumes du pays.

Article 4. A des fins d'échange culturel et à condition qu'elles soient destinées à des expositions temporaires, certaines des oeuvres visées aux articles 1, 2 et 3 peuvent, à titre exceptionnel, sortir du pays, sous réserve d'une autorisation expresse de l'organe compétent de l'administration fédérale, qui fixe un délai pour leur retour.

Article 5. En cas de tentative d'exporter une oeuvre ou un objet visé par la présente loi, l'oeuvre ou l'objet en question sera confisqué par l'Union ou par l'Etat dans lequel il se trouve au profit de leurs musées respectifs.

Article 6. En cas de doute quant à l'identité des oeuvres et des objets visés par la présente loi, ceux-ci sont expertisés par des experts désignés par les directions des services compétents de l'Union ou des Etats, s'il n'y a pas sur place de représentants des services fédéraux.

Article 7. La présente loi entrera en vigueur à la date de sa publication.

Article 8. Les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Brasilia, le 19 novembre 1965

H. CASTELLO BRANCO

Octavio Bulhões

* Publiée au Journal officiel du 22 novembre 1965

(Traduction non officielle préparée par l'Unesco).